

Toulon, le 9 Décembre 2008

GROUPE DE SUBDIVISIONS DU VAR

ZONE INDUSTRIELLE DE TOULON-EST  
1041, AVENUE DE DRAGUIGNAN – BP 337  
83 077 TOULON CEDEX 9

**RAPPORT DE L'INSPECTEUR  
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**A**

**MONSIEUR LE PREFET DU VAR**

**OBJET :** Commune de LA SEYNE-SUR-MER  
Demande d'autorisation d'exploiter des installations nécessaires à l'extension du centre de tri de déchets présentée par la Société ONYX MEDITERRANEE.

**REFER :** Transmission en date des 17 janvier et 3 juin 2008 de Monsieur le Préfet du Var. Nos rapports en date des 31 juillet et 8 août 2007 relatifs à la recevabilité de la demande d'autorisation.

Par transmissions en référence, Monsieur le Préfet du Var nous a adressé l'ensemble des pièces relatives à la procédure d'instruction de la demande visée en objet (enquête publique, avis exprimés) en nous priant de bien vouloir lui faire parvenir nos observations et propositions concernant la suite qu'il convient de réserver à ce dossier.

**I - CLASSEMENT**

Les classements à retenir pour les activités que se propose d'exploiter le pétitionnaire figurent dans le tableau annexé au présent rapport.

Il convient toutefois de noter que depuis le dépôt du dossier de la présente demande d'autorisation, l'activité de collecte des déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE), prévue dans cette demande, a fait l'objet d'un classement particulier sous la rubrique n° 2711 de la nomenclature.

Nous avons donc pris en compte cette évolution réglementaire et rajouter cette rubrique dans le tableau susmentionné.

Compte tenu du volume maximal de DEEE qu'il est prévu de pouvoir stocker (2000 m<sup>3</sup>), cette activité relève du régime de l'autorisation.

.../...

## **II - ENQUETE PUBLIQUE**

L'enquête publique s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 31 octobre 2007, soit pendant la durée réglementaire de 1 mois.

Au cours de celle-ci deux observations écrites ont été formulées :

- l'une par une voisine immédiate qui signale trouver dans son jardin des papiers et plastiques qui se sont envolés de chez ONYX et fait état du bruit provoqué par les camions la nuit
- l'autre par les représentants de la société ONYX pour dire qu'ils avaient pris connaissance de la remarque formulée par leur voisine et qu'ils s'attelaient à trouver des solutions satisfaisantes aux problèmes évoqués.

## **III - CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Compte tenu du fait que l'enquête n'a suscité qu'une seule véritable observation du public et que le pétitionnaire a répondu à ses demandes d'informations complémentaires, le Commissaire Enquêteur a émis dans ses conclusions un Avis Favorable sur la présente demande d'autorisation.

## **IV - AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX CONSULTES**

### **1) Conseil Municipal de la commune de Six-Fours-Les-Plages**

Par délibération en date du 15 octobre 2007, le Conseil Municipal de cette commune a émis un Avis Favorable sur la présente demande d'autorisation.

### **2) Conseil Municipal de la commune d'Ollioules**

Par délibération en date du 12 novembre 2007, le Conseil Municipal de cette commune donne un Avis Favorable sur la présente demande d'autorisation.

### **3) Conseils Municipaux des communes de La Seyne s/Mer et Toulon**

Les avis des Conseils Municipaux de ces communes ne nous sont pas parvenus alors que le délai réglementaire qu'ils avaient pour s'exprimer est échu. Il peut en conséquence être passé outre leur avis.

## **V - AVIS DES CHEFS DE SERVICE QUI SE SONT EXPRIMES**

### **1) Directrice Départementale de l' Equipement**

Par lettre en date du 5 novembre 2007, ce Chef de Service nous fait part des remarques suivantes sur ce dossier :

a) Concernant le document d'urbanisme et les aspects réglementaires

- le terrain se situe dans une zone UG du POS en vigueur ; zone affectée principalement aux activités industrielles, artisanales, commerciales, de services et de bureaux.
- au niveau des risques d'incendie, les prescriptions et mesures de sécurité seront à assurer au regard des prescriptions préconisées par les services du SDIS.

b) Concernant les aspects environnementaux liés à l'exploitation du site :

- maîtriser les pollutions liées au ruissellement : l'écoulement des eaux pluviales nécessite un pré-traitement pour éviter l'entraînement de particules vers le milieu naturel via le réseau. Le stockage des produits liquides dangereux ou assimilés (huile) nécessaire à l'activité doivent être mis hors d'eau.
- rappeler la typologie des déchets acceptables : certains déchets ne sont pas exploitables sur le site. Leur réception non souhaitée implique un conditionnement particulier et une évacuation hors site pour traitement externalisé spécialisé. L'exploitant devra attirer l'attention des producteurs de déchets sur le type de déchets non traités sur le site et réduire ainsi le conditionnement spécifique (loi du 15 juillet 1975).
- agir sur la qualité de l'air : il est difficile de se prononcer sur la qualité de l'air sur le site à partir des données de la station de Toulon. Les déchargements de certains déchets provoquent la production de poussières dont certaines peuvent être atténuées par aspersions
- contenir les envois de déchets : malgré une gestion contrôlée du site (ramassage manuel effectué, clôtures rajoutées), des pollutions liées à l'envoi de déchets (papier, plastic, souple, ...) peuvent survenir. Il convient donc de mettre en œuvre des dispositifs tels que la pose de filet afin de réduire les nuisances sur le voisinage immédiat du site.
- prolifération des nuisibles : la présence de nuisibles (rat) et d'oiseaux (pigeons, goélands) a été relevée sur le site ; il convient de prendre l'attache de services vétérinaires pour trouver des solutions efficaces.

c) Concernant la voirie et les accès :

- atténuer les nuisances sonores : l'activité du centre de tri génère des nuisances sonores clairement identifiées (mouvements journaliers des 208 camions, radar de recul des véhicules, chargement des bennes, livraison ou vidage des déchets,...) pouvant être une gêne pour les habitations situées à proximité immédiate (secteur sud-est et nord-ouest). Les activités nocturnes, bien que limitées, amplifient la perception du niveau sonore. Le gestionnaire doit apporter des solutions pour limiter le niveau sonore lié au fonctionnement du site (revêtement de voirie, consignes de circulation, ...) . Les efforts entrepris afin de réduire les nuisances sonores devront être accentués.

- situé à 1,5 km au sud-est de l'échangeur d'Ollioules/La Seyne, l'accès au site se fait par une voirie unique. Une augmentation des mouvements des camions estimés à 208 par jour va générer une augmentation de trafic. Il conviendra de s'assurer auprès du gestionnaire de la voirie des modalités de circulation et de sécurité.

En conclusion celui-ci considère que l'extension des activités du centre de tri s'impose pour répondre à certaines exigences (mise en conformité, respect des réglementations, augmentation des tonnages de collectes sélectives, accroissement du taux de valorisation de 66 %). Cependant, la capacité d'absorption du site n'est pas infinie. En attendant d'autres dispositions, le gestionnaire du site s'engage à des aménagements, voire à des réajustements, pour assurer une bonne gestion des volumes et garantir un traitement des nouveaux déchets, tout en maîtrisant au mieux les nuisances induites. En conséquence, il émet un Avis Favorable à la demande présentée sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessus.

## 2) Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Par lettre en date du 2 octobre 2007, celui-ci nous fait part de son avis en ces termes :

"Le terrain concerné est classé en zone urbaine. Le projet est compatible avec le document d'urbanisme opposable.

Le dossier ne nécessite pas de procédure au titre de la législation sur l'eau.

En effet, le site nécessitant une autorisation au titre des ICPE, les aspects concernant l'incidence sur l'eau et les milieux aquatiques doivent être traités dans l'étude d'impact du dossier ICPE.

Ces aspects sont traités de façon trop succincte dans le dossier.

Il s'agit ici de l'extension d'activités sur un site existant. Cependant, le dossier doit examiner le fonctionnement actuel des installations et en tirer les conséquences sur les aménagements et adaptations nécessaires pour limiter les impacts en terme de ruissellement pluvial et de qualité des eaux rejetées.

La gestion des eaux pluviales est insuffisamment décrite. Le dossier précise que l'intégralité des eaux de ruissellement est pré-traitée et acheminée vers un bassin de rétention, de 250 m<sup>3</sup>. Or, selon le plan de masse, seule une partie des eaux est collectée vers le bassin de rétention. Les décanteurs ne sont pas positionnés (notons que le dossier parle successivement de décanteurs, débourbeurs, séparateurs à hydrocarbures, sans que les caractéristiques techniques de ces ouvrages ne soient jamais détaillées).

Un rapide calcul de débit (p 106) indique un débit maximum d'eaux pluviales sur le terrain sans qu'il n'en soit tirée aucune conséquence en matière de dimensionnement des ouvrages et de compensation de l'imperméabilisation.

Un bassin de rétention de 250 m<sup>3</sup> est, à l'évidence, très insuffisant pour compenser l'imperméabilisation du site (5 Ha dont 4 Ha imperméabilisés).

Quelles sont les possibilités réelles de stockage en cas de pollution accidentelle ?

Compte tenu de ces divers éléments, le dossier ne me paraît pas, dans son état actuel, de nature à recevoir une suite positive".

3) Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

Par lettre en date du 29 octobre 2007, celui-ci nous fait part de ses observations en ces termes :

" Une attention particulière sur le débroussaillage autour du site devra être apportée, notamment à proximité du stockage des végétaux extérieurs et du stockage de pneus.

Il serait souhaitable d'augmenter la distance séparant les deux stockages, afin d'éviter tout risque de propagation en cas d'incendie.

En conclusion, mes services émettent un Avis Favorable à cette demande d'autorisation, sous réserve que les prescriptions ci-dessus énoncées soient respectées".

4) Directeur Régional de l'Environnement

Par courrier en date du 19 novembre 2007, celui-ci constate que le projet consiste en l'extension d'une activité existante dans un secteur urbanisé à vocation industrielle et qui présente de faibles enjeux écologiques. En conséquence, il émet un Avis Favorable au présent projet.

5) Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Par courrier en date du 3 Août 2007, celui-ci nous fait savoir, après examen du dossier présenté par l'entreprise, qu'il émet un Avis Favorable.

6) Directeur Régional des Affaires Culturelles

Par courrier en date du 27 septembre 2007, celui-ci nous informe qu'il n'édicterait, sur le présent projet, aucune prescription archéologique en application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée par la loi n° 2003-707 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative à l'archéologie préventive.

Il demande que soit rappelé au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L 112-7 du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'à l'article 47 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002.

7) Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles

Par courrier en date du 10 octobre 2007, celui-ci nous fait savoir que la présente demande d'autorisation n'appelle pas d'observation de sa part.

## **VI AVIS DU CHSCT DE L'ENTREPRISE**

Par courrier en date du 21 novembre 2007, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de l'entreprise, compte tenu :

- du nouveau procédé qui améliore les conditions de travail en matière d'hygiène et sécurité
- de l'étude d'impact qui ne montre pas d'impact significatif supplémentaire par rapport à l'existant
- de la politique environnementale engagée par la direction (certification ISO 14001)

émet un Avis Favorable au projet d'extension d'activités (augmentation de tonnage, nouvelles activités DEEE et PNEUS) décrites dans le dossier de demande d'exploiter.

## **VII AVIS DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **1) Présentation de la demande**

La Société ONYX MEDITERRANEE est déjà autorisée à exploiter un centre de tri de déchets industriels banals (DIB) sur son site de La Seyne S/Mer (AP d'autorisation initiale du 8/10/96 et AP complémentaire du 22/01/2002).

Aujourd'hui, cette société envisage d'apporter à ses conditions d'exploitation actuelles des modifications telles, qu'une nouvelle autorisation s'avère nécessaire.

Ces modifications concernent principalement :

- la prise en compte de l'activité répertoriée à la rubrique 2799 de la nomenclature des ICPE qui vise les installations d'élimination des déchets provenant d'installations nucléaires de base (cette activité concerne les déchets "conventionnels" (déchets industriels banals ne présentant aucune spécificité particulière) issus de la partie INB de l'arsenal de Toulon)
- l'augmentation du volume annuel maximal de DIB susceptibles d'être traités sur le centre de tri (de 55.000 t à 100.000 t)
- l'aménagement d'une mini déchetterie (3 bennes de 30 m<sup>3</sup> chacune)
- l'intégration dans la zone d'exploitation d'un hangar qui était présent sur le site, au sud, et qui sera affecté au stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- l'intégration dans la zone d'exploitation d'une partie d'un bâtiment présent sur le site, au nord-est, et qui sera affecté au stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (noté par erreur sur le plan de 1/500<sup>e</sup> DBE au lieu de DEEE)

- l'obtention d'un agrément en vue du regroupement et du tri de pneumatiques usagés (en plus de l'agrément dont bénéficie déjà cette entreprise pour la récupération de déchets d'emballage).

## 2) Examen technique du dossier

Au regard de notre domaine de compétence, les conditions d'exploitation des activités que se propose d'exercer le pétitionnaire, qui ne diffèrent pas sensiblement de celles pour lesquelles il avait déjà obtenu une autorisation, nous paraissent acceptables pour assurer la protection de l'environnement.

Pour ce qui concerne les observations formulées par la DDAF dans son avis, il nous paraît utile d'apporter les précisions suivantes :

- la zone sur laquelle porte la présente autorisation au titre de la législation sur les ICPE (d'une superficie d'environ 2 Ha) fait partie d'une zone d'activités plus vaste d'une superficie de 5 Ha (dont 4 imperméabilisés) dont les réseaux hydrauliques sont pour partie imbriqués. L'étude d'impact réalisée dans le cadre de la présente demande d'autorisation n'avait pas pour objet de traiter de l'impact hydraulique de l'ensemble de la zone d'activités de 5 Ha mais uniquement de celle concernée par la présente autorisation. Il est donc normal, comme l'a constaté la DDAF, qu'une partie des eaux pluviales de la zone d'activités de 5 Ha n'arrive pas au bassin d'orage de 250 m<sup>3</sup> dont il est fait état dans le dossier et qu'il ne soit rien dit sur ces eaux qui vont ailleurs. En revanche, les eaux pluviales de la zone concernée par la présente autorisation arrivent à ce bassin (ainsi qu'une partie des eaux pluviales du reste de la zone d'activités de 5 Ha) et c'est pourquoi il n'est fait état que de celui-ci (on peut d'ailleurs observer sur le plan au 1/500<sup>e</sup> figurant au dossier de la demande et qui détaille l'ensemble de la zone d'activité de 5 Ha, la présence d'un autre bassin de 150 m<sup>3</sup> à l'angle sud-est du site).
- les 3 séparateurs d'hydrocarbures destinés à traiter les eaux pluviales issues de la zone sur laquelle porte la présente demande d'autorisation au titre des ICPE figurent sur le plan masse au 1/500<sup>e</sup> joint au dossier de la demande (seule une lecture attentive de ce plan permet de les repérer car ils ne ressortent pas de façon très claire de l'ensemble des informations figurant dans ce plan). En ce qui concerne leurs caractéristiques techniques les pièces du dossier de la demande donnent les informations suivantes :

### 1) Pour le séparateur situé près du bâtiment affecté au tri des DIB :

- capacité de traitement : 20 l/s
- objectifs de qualité des rejets (qui vont au réseau public "eaux usées")
  - MES < 600 mg/l
  - Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

2) Pour le séparateur situé devant le bâtiment affecté au tri des déchets issus de la collecte sélective des ménages

- capacité de traitement : 20 l/s
- objectifs de qualité des rejets (qui vont au réseau public "eaux usées") :
  - MES < 600 mg/l
  - Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

3) Pour le séparateur situé à l'entrée du site près du bâtiment affecté au stockage/regroupement des DEEE

- capacité de traitement : 50 l/s
- objectifs de qualité des rejets (qui vont au réseau public "eaux pluviales") :
  - MES < 100 mg/l
  - Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

Par rapport à la situation antérieure, ayant régulièrement autorisé l'exploitation de ce centre de tri par arrêté préfectoral du 8/10/96 modifié par arrêté complémentaire du 22/01/2002, la présente demande n'apportera aucune modification en ce qui concerne le flux des eaux pluviales à gérer.

En effet, il n'y aura, par rapport à cette situation antérieure, aucune surface supplémentaire d'imperméabilisée (en fait, toute la zone concernée par l'exploitation des installations de tri était déjà quasi totalement imperméabilisée).

Depuis qu'il a déposé son dossier, l'exploitant a réfléchi en vue de trouver des solutions pour améliorer la situation au regard de sa capacité de gestion des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie. Sa démarche l'a conduit à trouver qu'il était techniquement possible d'augmenter la capacité de son bassin de 250 m<sup>3</sup> pour la porter à 960 m<sup>3</sup>.

Afin de pouvoir apprécier en quoi cette nouvelle capacité de son bassin de gestion des eaux pluviales était compatible avec une bonne gestion d'une pluie de fréquence décennale, nous avons demandé à l'exploitant de nous produire une note de calculs hydrauliques. Elle nous fut communiquée le 3 décembre 2008. Au vu de cette note et pour une superficie de 18.887m<sup>2</sup> (superficie de la zone concernée par la présente demande d'autorisation ICPE dont l'ensemble des eaux pluviales aboutit au bassin précité), il apparaît que pour gérer cette pluie de fréquence décennale il faut un bassin d'un volume utile de 832 m<sup>3</sup>.

3) Conclusions de l'inspecteur

Au regard de notre domaine de compétence propre sur cette demande d'autorisation (conformité aux dispositions techniques fixée par la législation sur les installations classées, capacités technique et financière, ...) nous émettons pour ce qui nous concerne un Avis Favorable sur celle-ci.

## **VIII CONCLUSIONS**

Par pétition en date du 15 mai 2007, la Société ONYX MEDITERRANEE a sollicité une nouvelle demande d'autorisation d'exploitation de ses installations de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux sises dans la Zone Industrielle de Camp Laurent à LA SEYNE S/Mer. Cette nouvelle demande est motivée par une extension du volume et de la nature des activités actuellement exercées (pour plus de détails voir le paragraphe VII-1 du présent rapport.

Cette demande a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 31 octobre 2007 et au cours de laquelle deux observations ont été formulées.

Le Commissaire Enquêteur a émis dans ses conclusions un Avis Favorable sur la demande.

Les Conseils Municipaux des communes qui se sont exprimés (ceux de Six-Fours et d'Ollioules) ont émis un Avis Favorable sur la demande.

Les Chefs de service qui se sont exprimés, à savoir :

- Directrice Départementale de l'Equipeement
- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours
- Directeur Régional de l'Environnement
- Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- Directeur Départemental des Affaires Culturelles
- Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles

ont tous émis un Avis Favorable à l'exception du DDAF pour qui le dossier, en son état actuel, ne lui paraît pas de nature à recevoir une suite positive.

Le CHSCT de l'entreprise a émis un Avis Favorable sur la présente demande d'extension des activités.

Pour ce qui nous concerne et au regard de notre champ de compétence propre nous émettons un Avis Favorable sur la présente demande.

En conclusion et en notre qualité de service en charge de l'inspection des installations classées, nous proposons au vu de l'ensemble des avis exprimés sur ce dossier qu'une suite FAVORABLE y soit donnée sous réserve du respect des prescriptions dont projet ci-joint. Il nous semble, compte tenu des éléments techniques développés au paragraphe VII-2 du présent rapport que les lacunes relevées par la DDAF dans son avis ne sont plus de nature à justifier un avis défavorable sur ce dossier.

Il convient de soumettre nos propositions à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

## ANNEXE

Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité	Régime (1)
98 bis-B-1°	Caoutchouc, élastomères, polymères (dépôt ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de) B - Installés sur un terrain isolé bâti ou non, situé à moins de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers  1 - la quantité entreposée étant supérieure à 150 m <sup>3</sup>	* Pneumatiques stockés dans une semi-remorque, en plein air, pouvant atteindre un volume maximal de 150 m <sup>3</sup>  * Matières plastiques reçues à la zone de réception du bâtiment tri représentant un volume d'environ 200 m <sup>3</sup> (16t maxi)  * Matières plastiques conditionnées en balles, après tri, stockées sous le auvent attenant au bâtiment déchets industriels (DI) représentant un volume d'environ 650 m <sup>3</sup> (200 t maxi)  Soit un volume global de 1000 m <sup>3</sup> environ.	A
167-a	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément des ordures ménagères et des installations mentionnées à la rubrique 1735) a - stations de transit	Les déchets issus : - de la collecte sélective des déchets ménagers - de la collecte mono-matériaux en provenance notamment des déchetteries et des industriels et commerçants - de la collecte des déchets industriels banals (DIB) en mélange et des gravats et déchets de démolition	A
322-A	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) A - stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	qui transiteront annuellement sur le site représentent une masse d'environ 100.000 t.	A
2799	Déchets provenant d'installations nucléaires de base (installations d'élimination, à l'exception des installations mentionnées aux rubriques 322, 1715 et 1735 et des installations nucléaires de base)		A

2711-1	<p>Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur à 1000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Transit, regroupement, tri de DEEE pour un volume maximal de 2000 m<sup>3</sup>.</p>	A
286	<p>Métaux (stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc...; la surface utilisée étant supérieure à 50 m<sup>2</sup></p>	<p>Les déchets de métaux sont stockés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* en balles pour ceux issus de la collecte sélective des déchets ménagers, sur une aire d'environ 40m<sup>2</sup> située sous le auvent du bâtiment tri</li> <li>* en bennes de 30 m<sup>3</sup> sur la zone "bennes des déchets industriels" (en façade ouest du bâtiment DI)</li> <li>* en une benne de 30 m<sup>3</sup> sur la zone "Mini déchetterie" à usage des artisans, PME et particuliers.</li> </ul> <p>La superficie de l'ensemble de ces zones de stockage représente environ 100 m<sup>2</sup></p>	A
329	<p>Papiers usagés ou souillés (dépôts de), la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t.</p>	<p>Les stockages de ces papiers usagés se situent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au niveau de la zone de réception du bâtiment tri (les papiers, journaux, revues, représentent environ 85 t sur les 200 t de matières susceptibles d'être entreposées sur cette zone)</li> <li>- au niveau des 3 trémies de 90m<sup>3</sup> de JRM (journaux, revues, magazines) placées sous la cabine de tri, soit un tonnage de 65 t (27 t maxi par trémie)</li> </ul>	A
1530-2	<p>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôt de), la quantité stockée étant</p> <p>2 - supérieure à 1000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20.000 m<sup>3</sup></p>	<p>Les activités concernées par cette rubrique sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* le stockage de déchets de bois, en bennes de 30 m<sup>3</sup>, situé en plein air au nord-ouest du site, pour une capacité maximale de 400 m<sup>3</sup></li> <li>* le stockage de balles de papiers-carton, situé sous le auvent attenant au bâtiment de tri, pour une capacité maximale de 370 t, soit environ 740 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>La capacité totale de cette activité représente environ 1200 m<sup>3</sup></p>	D

2260-2	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage,..., des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour bétail, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2 - supérieure à 100 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.</p>	<p>Broyeur à bois ou déchets verts, installé dans le bâtiment déchets industriels (DI), d'une puissance installée de 290 kW.</p>	D
2710-2	<p>Déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés apportés par les usagers.</p> <p>2 - la superficie de l'installation hors espaces verts étant supérieure à 100 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 3500 m<sup>2</sup>.</p>	<p>Superficie d'environ 200 m<sup>2</sup> (y compris la voie d'accès et l'aire de déchargement des véhicules)</p>	D
2920-2-b	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des puissances effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa,</p> <p>2 - dans tous les autres cas b - supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un groupe de réfrigération pour la climatisation de la cabine de tri, fonctionnant au fréon R404, d'une puissance de 9,2 kW</li> <li>- Deux installations de compression d'air, situées dans le bâtiment tri, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une de 30 kW pour le dépoussiéreur</li> <li>- une de 45 KW pour les machines de tri</li> </ul> </li> </ul> <p>Soit une puissance totale maximale de 85 kW.</p>	D

(1) A : Autorisation ; D : Déclaration